

ÉPISODE CÉVENOL 37

Mars 2024

Un courant d'air et de rivière

Nuages noirs et tempête sociale

Un monde agricole entre détresse, colère et espoir

... Début Janvier 2024. À peine remis des agapes de fin d'année, réunion nationale de crise de tous les responsables de la Confédération Paysanne (1), avec pour objet de déterminer une stratégie face à la progression galopante des idées et des logiques d'extrême droite qui se nourrissent de la misère et de la détresse qui explosent dans nos campagnes, du Pas de Calais aux Pyrénées Orientales, de la Bretagne aux Alpes, et diffusées dans le milieu paysan par la Coordination Rurale (2). La réunion est dense, tendue, compliquée. On sent tous que la situation est explosive, qu'aux quatre coins de la

France, les trésoreries sont exsangues, le versement des aides PAC a 6 mois de retard les accords de libre échange signés et à signer tirent les prix vers le bas. De plus, le syndicat majoritaire FNSEA (3) et JA (4) qui cogère le système agricole français avec les gouvernements successifs depuis 50 ans commence à perdre de sa

légitimité auprès de sa base. Oui, comme le dit la chanson, des tempêtes noires agitent l'air (5).

18 Janvier, bim, ça explose. Les premiers barrages démarrent dans le Sud-Ouest, région de polyculture élevage traditionnel et nourricier, qui depuis 50 ans, sous l'impulsion de la FNSEA, court derrière le productivisme, avec un endettement chaque jour plus important et des prix chaque jour plus bas. Dans ce système organisé autour des règles du capitalisme néo-libéral, il y a surtout des perdants, et là, ils n'en peuvent plus. À l'affût depuis très longtemps, la Coordination Rurale se lance à fond dans la mobilisation et souffle sur les braises de la misère. En 24h, la FNSEA et les JA sentent qu'ils sont débordés. Panique dans leur état major et à l'Élysée. Dès le 18 Janvier au soir, ordre est donné par Matignon aux préfets de convoquer les responsables

des syndicats agricoles dans chaque département dans les plus brefs délais ! Pour une fois, la FNSEA et le ministère sont complètement dépassés, par contre du côté de la Coordination Rurale, tout se passe pour le mieux. Devant la crise profonde du monde agricole, tant au niveau économique que en terme de perte de sens du métier et de perspectives, leurs discours simplificateurs font mouche et trouvent un écho inespéré. De plus, les médias leur ouvrent leurs antennes comme jamais.

Sentant que le mouvement leur échappe de plus en plus, la FNSEA et les JA se lancent dans une surenchère anti-Europe et anti-écologistes inouïe avec la Coordination Rurale.

Pour le Gard, la convocation en préfecture a lieu dès le lendemain matin, à 11H, et là, les choses sont claires et les

masquent tombent. Je suis le seul étranger au système gestionnaire FNSEA-Etat. Et pour la FNSEA, une revendication centrale, formulée sur un ton implorant auprès du préfet: "On est débordés par la base ! Aidez nous à sauver le système !!! Et pour ça, il nous faut des

gages anti-écologistes et des gages anti-réglementaires !"

La mobilisation n'a pas commencé depuis 48h qu'on est déjà en plein délire et ce n'est que le début. 13H. Je sors de la préfecture et en rentrant dans la voiture, j'allume le 13h d'Inter. Et là, stupéfaction !!! La porte parole de la Coordination Rurale, sur des ondes nationales, sur la première radio de France, appelle clairement à voter Rassemblement National aux prochaines élections, et ce presque avec la complicité et la bénédiction du journaliste du jour ! Toutes les digues ont sauté. On approche du Salon de l'Agriculture et c'est clair, qu'on va avoir droit à une course à l'échalote sans fin !

À partir de là, de jour en jour, voire d'heure en heure, deux mouvements se développent en parallèle, s'auto-alimentant mutuellement. D'un côté, la colère d'une



majorité des agriculteurs expose chaque jour un peu plus, et vu le niveau de détresse de la plupart d'entre eux, elle est tout à fait légitime. En parallèle, l'instrumentalisation et les manœuvres de récupération du mouvement par la Coordination Rurale et la FNSEA semblent sans limites. Et la Confédération Paysanne dans tout ça ?

Dès le début, nous avons fait le choix périlleux en terme de communication, mais cohérent avec notre ligne syndicale, de rentrer dans le mouvement tout en nous distinguant très nettement à la fois de la FNSEA et de la CR. Nous ne pouvions pas nous associer aux cogestionnaires pour réclamer plus de phytosanitaires, moins de réglementations environnementales, plus de productivisme. Nous ne pouvions pas plus nous associer aux discours, aux propos et aux pratiques démagogiques, nationalistes, parfois pré-fascistes et violentes de la Coordination Rurale, pilotés par derrière par le RN et Reconquête.

Alors nous sommes rentrés dans le mouvement sur nos valeurs, sur nos revendications, en réclamant la sortie des traités de libre échange, en revendiquant des prix minimums d'entrée sur le territoire national, et de façon plus générale, des prix rémunérateurs pour nos produits incluant la rémunération du coût de production, du travail du-de la paysan-ne et de sa protection sociale. Et nous l'avons fait chaque fois en réaffirmant que « in fine », il était indispensable d'organiser et réguler simultanément les filières de production et les marchés. Et à chaque fois, tant le premier ministre Attal, le ministre de l'Agriculture Fresnau ou encore le Président de la République nous ont renvoyé dans les cordes en nous expliquant avec mépris et condescendance que l'organisation de l'économie mondiale selon les principes du capitalisme néolibéral était la seule possible ! Nous avons multiplié les actions et mobilisation en insistant à chaque fois sur les effets catastrophiques des accords de libre échange et de la dérégulation des marchés, tant pour les paysans français que les paysans et les ouvriers des quatre coins du monde qui eux aussi sont victimes de cette spirale infernale. Le paroxysme de cette période explosive fut le samedi de l'inauguration du salon de l'Agriculture par le Président de la République. Là, la Coordination Rurale, renforcée par des hommes de main fournis par le RN, a joué la

carte du coup de force et tenté de semer le chaos en criant « On est chez nous ! », mode opératoire habituel de l'extrême droite.

Alors que retenir de ces semaines complètement folles ?

Tout d'abord, le premier constat est la confirmation que la misère et la détresse sont chaque jour de plus en plus insupportables pour nombre d'agriculteurs, quelles que soient leur filière et leur région.

D'autre part, l'extrême droite avec son projet de société mortifère progresse dans le monde agricole comme dans le reste de la société, inexorablement, tel un rouleau compresseur. La Coordination Rurale est claire quand à son projet de société, comme l'illustre ces propos d'un de ses membres entendus au détour d'un barrage : « En Espagne, les paysans ont droit à des immigrés à deux ou trois euros de l'heure ». Et alors qu'on en était encore à comprendre la gravité de ce qui venait d'être dit, le leader interrogé poursuivait :

«... alors ici il faut arrêter de nous gonfler avec le Smic ! ». Au moins, c'est clair.

Du côté du gouvernement, c'est la panique totale. On a entendu au cours de ces semaines de mobilisation tout et son contraire de la part de l'exécutif, y compris du Président, mais on a compris que quoi qu'il en soit, ils ne changeraient absolument rien au système, et qu'ils achèteraient la paix sociale à coup de mesures démagogiques et de reculs sur le volet environnemental. Pire, dans la nouvelle Loi d'Orientation Agricole, il est prévu pour les grands projets agricoles (méga-bassines, méthaniseurs industriels, fermes usines ...), que les délais de procédure seraient réduits, les normes

environnementales sérieusement allégées, et surtout, les possibilités de recours pour les opposants réduites au maximum. De ce côté là, nous avons donc énormément de souci à nous faire.

Par contre, l'élément nouveau vient du côté de la FNSEA. Pour la première fois depuis 50 ans, son double discours est remis en cause par sa base, et en interne, derrière le discours martial développé dans les médias, rien ne va plus ! La main mise qu'ils exercent sur l'ensemble du monde agricole est plus contestée que jamais, et leur forteresse commence sérieusement à



trembler ! Jusqu'où ? Personne ne sait, mais c'est à nous, paysans et militants, de l'aider de toutes nos forces à s'effondrer au plus vite.

Enfin, à la Confédération Paysanne, nous considérons que nous sommes à un moment charnière.

Alors que la FNSEA et la Coordination Rurale souhaitent prolonger leur collaboration de classe au service de la domination de l'agro-industrie et du monde de la finance, nous sommes persuadés qu'un autre modèle agricole est possible. Celui que nous proposons s'appuie sur le concept de l'agriculture paysanne (autonome, nourricière, respectueuse de l'environnement) et sur celui de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, qui pourra permettre aux paysans de vivre de leur métier avec des prix rémunérateurs ainsi que l'ensemble des habitants

de ce pays, y compris et surtout les plus précaires, de se nourrir correctement, sainement et à satiété. Mais pour pouvoir les développer, il nous faudra au préalable collectivement mettre à bas le système actuel d'organisation du monde agricole.

[Didier Marion, Paysan, Porte Parole de la Confédération Paysanne du Gard]

Notes

1. La Confédération Paysanne, syndicat agricole de gauche, ancré dans la gauche de transformation sociale (20,56% aux dernières élections professionnelles).
2. La Coordination Rurale, syndicat agricole proche du RN et de Reconquête. (21,54% des voix aux dernières élections professionnelles)
3. FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (55,55% des voix aux dernières élections professionnelles).
4. JA : Jeunes Agriculteurs (branche jeunes de la FNSEA).
5. « A las Barricadas », hymne de la CNT-FAI pendant la guerre d'Espagne.

Premier prix, dernier prix

28 octobre, Anduze. Lors d'une journée consacrée à l'autonomie alimentaire locale, une discussion s'engage sur la manière dont les producteurs locaux fixent leurs prix de vente.

Le représentant d'une coopérative de vente de produits bio rapporte que beaucoup se déterminent par rapport à ce qui est pratiqué par la plate-forme d'approvisionnement du réseau.

Une éleveuse de bovins se demande « Comment fixer le prix de l'entrecôte pour dégager un salaire en tenant compte de toutes les charges ? »



D'autres producteurs, en AMAP confirment construire leurs prix de vente autour de ceux pratiqués dans les circuits de distribution : très peu au-dessus ou très peu au-dessous, en tenant compte des coûts de production et des aléas climatiques en maraîchage, ou sanitaires en élevage. Ils citent la question du revenu en dernier lieu et ne la corrélient pas au temps de travail mais au bénéfice d'un travail indépendant, auquel ils donnent du sens. Nourrir les gens, les rencontrer et recevoir leurs retours sur la production, être maître de son temps et de ses choix a davantage de valeur pour eux.

Il n'en reste pas moins que les prix agricoles devraient avant tout être déterminés de façon à procurer aux paysans un revenu décent. Au minimum.

Il n'en est rien : près de 20 % des agriculteurs français n'ont pas pu se verser un revenu en 2017 (Le Monde, 8 novembre 2019). Malgré les efforts du syndicat majoritaire et du gouvernement pour la tourner vers un excès normatif, la récente colère des agriculteurs a montré combien cette question est prégnante.

Même en circuit court, il est difficile de s'affranchir du marché, lequel est organisé autour de paramètres dont le revenu des producteurs est bien le moindre.

Un marché resté essentiellement national, voire local pour la plupart des productions, jusqu'au milieu du XXe siècle. Avec la fin de la 2e guerre mondiale, l'Europe est en situation de déficit alimentaire, le plan Marshall, en inondant les campagnes de machines agricoles, initie la transformation de l'agriculture. Dès les années 60, des politiques nationales puis européennes contribuent à l'émergence d'un modèle productiviste dans lequel « une part de plus en plus importante de la richesse créée (la valeur ajoutée) et des aides directes est captée par le capital investi, au détriment du revenu prélevé par le paysan. D'où la course à l'agrandissement (« Je gagne moins à l'unité produite, mais je me rattrape sur la quantité») et à la constitution d'un patrimoine qu'on espère réaliser à la retraite («Vivre pauvre avec l'espoir de vieillir riche»). » (1)

Dans les dernières années du XXe siècle, la mondialisation néolibérale accentue la concurrence et l'interdépendance mortifère du « produire plus » résumés par une récente étude du think tank Solagro (citée par Le Monde 23/04/22): la France exporte 12,7 millions d'hectares de production agricole et en importe 10 millions (hors produits forestiers). Dans les deux sens, c'est au détriment des agricultures vivrières et des écosystèmes.

La doxa libre-échangiste qui aveugle les élites européennes renforce cette aberration au fil des accords de libre-échange internationaux signés hors de tout processus démocratique et en contradiction flagrante avec les déclarations de nos dirigeants. Dernier en date, l'accord entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande va augmenter l'importation de produits agricoles venant de l'autre bout de la planète : viandes ovine et bovine, lait, fromage, beurre, pommes, kiwis et tant d'autres vont traverser les océans et parcourir plus de 20 000 km alors qu'ils sont également produits sur le sol européen.

Enfin, dernier avatar, une part des prix agricoles a été connectée au prix de l'énergie : « Les produits agricoles peuvent aussi devenir des substituts à l'énergie fossile, soit en fabriquant du carburant, soit par méthanisation, en valorisant les gaz issus de la fermentation, notamment du maïs. Ces cultures dites énergétiques ont pris une très grande importance dans certains pays : aux États-Unis, 40 % du maïs produits sont consacrés aux productions de bioéthanol ; en Allemagne, 650 000 hectares sont consacrés au maïs de la filière méthanisation ! » (2)

On l'a vu avec la guerre en Ukraine, les aléas climatiques, même s'ils pèsent de plus en plus avec le dérèglement, ne sont plus les seuls à influencer sur les prix et, surtout, les produits agricoles sont désormais l'objet d'une spéculation non maîtrisée qui peut avoir un impact négatif non seulement sur l'économie agricole mais aussi sur la sécurité alimentaire, à l'échelle nationale et internationale.

Finalement, le prix payé au producteur n'a pas grand-chose à voir avec le travail qu'il a réellement nécessité, comme le prix du billet de train n'a plus aucun rapport avec la distance parcourue ou le travail du cheminot.

Et le prix payé par le consommateur, surtout hors circuits courts, ne reflète pas non plus le véritable coût des produits achetés : « Le prix d'un produit ne dit pas tout du coût de notre alimentation... Il ne dit rien de l'argent public engagé dans notre système agricole et alimentaire : aides directes, défiscalisation, aides d'urgence, dépollution, maladies professionnelles, santé des consommateurs ou encore financement de l'aide alimentaire... » (3)

Prix, coût, valeur ?

Comment retrouver le lien entre la valeur et le prix ? Comment évaluer la quantité de travail et l'investissement nécessaires pour produire une salade ?

Des outils existent pour analyser les coûts de production et en déduire un prix de vente cohérent... avec le marché.

On peut, aussi, partir tout simplement du revenu nécessaire à chaque paysan.ne :

En Haute Savoie, au GAEC de la Pensée Sauvage, une ferme maraîchère 100% en AMAP, on fonctionne en partage de récolte : aujourd'hui on ne parle plus de 'prix du panier' ou des légumes mais de 'part de récolte'. Les trois associés ont eu une importante réflexion sur leur temps de travail, le montant de leur rémunération et l'ensemble des besoins de la ferme. (...)S'ils trouvaient avec l'AMAP 100 personnes prêtes à s'engager à acheter une part à 1000€/an (ou 50 personnes à 1 part et 100 personnes en contrat sur des demi-parts), le GAEC pouvait alors rémunérer le travail à la hauteur de ce qu'ils avaient envisagé ! Ce système de partage de récolte a fait ses preuves ici. S'émanciper des prix du marché et s'assurer une rémunération juste du travail, c'est possible ! (4)

Mais le revenu correct du producteur se heurte très vite à celui du consommateur et conduit à des inégalités d'accès à une alimentation de qualité et rémunératrice pour celles et ceux qui la produisent.

Alternatives



La Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) : le projet a pour objectif de sortir du modèle de l'agro-industrie pour réaliser l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous. Il repose sur une allocation universelle pour les consommateurs et un conventionnement des acteurs et des produits hors des enseignes de l'agro-industrie.

Sa mise en œuvre (très hypothétique puisqu'elle nécessiterait un rapport de force politique bien loin d'être effectif aujourd'hui) aurait-elle un effet sur le revenu des paysan.nes conventionnés ?

En subventionnant en réalité des échanges commerciaux classiques, en ne supprimant pas les logiques concurrentielles, ni la prééminence du marché, rien n'est moins sûr...

Et selon Pierre Khalfa, membre du Conseil scientifique d'Attac : « Il est (...) illusoire de croire que l'on peut transformer en profondeur le modèle agricole, à partir d'un changement très partiel de la consommation domestique, ce d'autant plus qu'une partie de cette dernière vient elle-même de l'étranger. »

Pour le CIVAM, plus de valeur ajoutée (valorisation de la production par la reconnaissance de signes de qualité (produits bio, labels, AOC, IGP, produits fermiers...), et l'adoption de systèmes de production plus autonomes, plus économes et plus respectueux du milieu naturel permettent efficacement d'améliorer le revenu prélevé.

Au bout du bout, la « main invisible du marché » étant de plus en plus apparente, et le système capitaliste qui

la manipule de plus en plus violent, il devient manifeste que les luttes ancrées dans les territoires, comme les pratiques et les expérimentations de modes de vie irrigués par les valeurs communes de justice, de solidarité, de partage sont à même de bousculer les infrastructures dites productives et la doxa économique qui les légitime.

L'autre monde est en gestation, reste à mettre en récit son histoire à venir car, comme le dit Alain Supiot, « ce n'est ni en défaisant l'Etat social ni en s'efforçant de le restaurer comme un monument historique que l'on

trouvera une issue à la crise sociale et écologique. C'est en repensant son architecture à la lumière du monde tel qu'il est et tel que nous voudrions qu'il soit » (Le travail n'est pas une marchandise, Collège de France, 2019).

[Marie Motto-Ros]

Notes:

1. <https://tinyurl.com/5ebnycxt>
2. <https://tinyurl.com/2s379kxf>
3. <https://tinyurl.com/mr27nxt4>
4. <https://tinyurl.com/ewb6fwcx>

La transition énergétique n'aura pas lieu

Alors que les émissions mondiales de CO2 ont atteint un nouveau record en 2023 (1), la transition énergétique est communément présentée dans le débat public comme la solution au déficit climatique en cours. Aussi bien employée par les décideurs politiques, promoteurs industriels, experts scientifiques ou même militants écologistes, cette notion n'est pourtant que rarement questionnée. Dans son récent ouvrage intitulé « Sans transition, une histoire nouvelle de l'énergie » (2), l'historien Jean-Baptiste Fressoz nous montre comment celle-ci s'est imposée à partir des années 1970 pour devenir « l'idéologie du capital au XXIe siècle ».

Une transition introuvable

Fressoz revient en premier lieu sur le récit phasiste de l'histoire énergétique sur lequel se base la transition, à savoir que se seraient succédées par le passé plusieurs transitions, celle du bois au charbon, puis celle du charbon au pétrole. Il faudrait maintenant, pour faire face au réchauffement, accomplir une troisième vers le nucléaire et les énergies renouvelables. Hors, un simple regard sur les quantités de matières consommées depuis le début de l'ère industrielle nous montre que l'introduction de nouvelles énergies n'a jamais mis au rebut les précédentes. Chaque année, environ deux milliards de m³ de bois sont abattus afin d'être directement consommés, soit trois fois plus qu'un siècle plus tôt (3). Le bois fournit deux fois plus d'énergie que le nucléaire, deux fois plus que l'hydroélectricité, deux fois plus que le solaire et l'éolien réunis (en 2019). Le charbon quant à lui, pourrait à bien des égards être considéré comme une énergie nouvelle : la plus forte croissance de son histoire a eu lieu entre 1980 et 2010 (+300%), et sa consommation continue de croître chaque année.

L'auteur nous interpelle ainsi : « Après deux siècles de « transitions énergétiques », l'humanité n'a jamais autant brûlé de pétrole, de gaz, de charbon et même autant de bois. ». La persistance de ce récit communément accepté est pourtant problématique, il explique la

facilité par laquelle, avec le réchauffement climatique, la « notion de transition énergétique s'est imposée comme une évidence, comme une notion solide et rassurante ». Car en suivant la logique, puisqu'il y aurait déjà eu par le passé plusieurs transitions effectuées, il suffirait d'en entamer une nouvelle pour résoudre la question du climat. Et celle-ci reposerait naturellement sur la technologie et l'innovation.



Mais Fressoz ne se contente pas de montrer que les énergies se sont empilées les unes sur les autres au cours des XIXe et XXe siècles – fait en soi assez évident. L'un des intérêts majeurs de sa thèse est qu'il nous dévoile les relations symbiotiques entre matières et énergies jusque lors peu analysées. Plutôt que de considérer les énergies comme des entités séparées et en compétition, il s'intéresse à leurs intrications et leurs interdépendances. Le bois par exemple, était une ressource indispensable pour l'extraction du charbon, ne serait-ce que pour les besoins en étais pour soutenir les galeries de mines : il fallait à peu près une tonne d'étais pour sortir 20 tonnes de charbon au début du XXe siècle. L'Angleterre utilise plus de bois en 1900 pour étayer ses mines de charbon qu'elle n'en brûlait un siècle plus tôt..., et elle brûle aussi quatre fois plus de bois aujourd'hui qu'en 1800 et ce dans une seule centrale thermique pour produire de l'électricité.

Dans le même ordre d'idées, l'extraction du pétrole est rendue possible grâce à des machines en acier, il est transporté par des bateaux, des wagons-citernes ou des pipelines en acier, il est raffiné dans des usines en acier et fini brûlé par des engins en acier. Et pour l'essentiel, l'acier est produit avec du charbon. L'exploitation forestière à quant à elle pu prendre son envol au milieu du XXe siècle grâce l'usage du pétrole : de par la mécanisation des machines de coupe (tronçonneuses, porteuses à bras hydraulique, abatteuses forestières) – des études récentes font état d'une consommation de 2 à 3 litres de diesel par m³ de bois extrait, mais aussi par la construction de routes pour rendre exploitables des centaines de millions d'hectares de forêt (la forêt amazonienne compte trois millions et demi de kilomètres de routes...), où encore les centaines de millions de tonnes d'engrais azotés déversés pour augmenter la productivité des exploitations sylvicoles.

Un futur décarboné ?

A travers l'analyse détaillée de l'histoire matérielle des énergies qu'il nous propose, Fressoz n'entend pas démontrer que si aucune transition énergétique n'a eu lieu par le passé, il serait de ce fait impossible d'en réaliser une dans le futur, ou qu'il serait illusoire de croire en une quelconque utopie verte où un futur décarboné. Il nous montre que « le concept de la transition nous empêche de penser convenablement le défi climatique, et que l'on ne peut plus se satisfaire des analogies trompeuses entre les pseudo-transitions du passé et celle qu'il faudrait de nos jours accomplir. » Car en effet, « l'impératif climatique ne commande pas une nouvelle transition énergétique, mais oblige à opérer volontairement une énorme autoamputation énergétique : se défaire en quatre décennies de la part de l'énergie mondiale – plus des trois quarts – issues des fossiles. »

Pourtant, les options envisagées parmi la multitude de scénarios et de modélisations élaborés par les experts scientifiques ne laissent pas espérer une diminution significative de nos niveaux de consommations énergétiques, ni même le début d'une réflexion allant dans ce sens. Au contraire, pour faire rentrer une économie mondiale en pleine croissance sous la barre des 2 °C, ceux-ci sont obligés de recourir à des moyens extraordinaires, à savoir d'énormes quantités d'« émissions négatives ». C'est ainsi que l'on peut trouver dans les derniers rapports du GIEC un recours massif à des techniques innovantes comme la bioénergie com-

binée avec la capture et le stockage du CO₂ (BECCS). L'idée revient à brûler dans des centrales à biomasse des arbres à croissance rapide puis à capturer le CO₂ à la sortie des cheminées et à l'enfouir dans le sol. Il faudrait que cette industrie, encore inexistante, pompe dans l'atmosphère et enfouisse dans le sol jusqu'à 900 Gt de CO₂

d'ici à 2100, ce qui correspondrait à une surface de plantation supérieure à deux fois celle de l'Inde, ou à celle de la production mondiale de bois... D'autres options s'appuient sur des technologies complexes telles que la fusion nucléaire qui deviendrait commercialisable à partir de 2050, la géo-ingé-



nerie agissant sur l'albédo terrestre, ou encore le stockage du CO₂ dans des « lacs » artificiels au fond des océans... Ces technologies censées conduire au « Net Zero Carbone » trouvent un écho au plus haut plan dans les instances décisionnelles, sans pour autant que leur plausibilité et leur faisabilité, notamment économique, ne soient réellement étudiées.

Un autre pilier de la transition énergétique repose sur le développement des éoliennes et des panneaux solaires actuellement en fort essor du fait de la hausse de leur compétitivité. Sur ce point, Fressoz considère que même si celui-ci est nécessaire, et que par ailleurs ces technologies sont remarquables pour produire de l'électricité, il serait déraisonnable d'attendre des renouvelables plus qu'elles ne peuvent offrir. En effet, la production électrique ne représente que 40 % des émissions, et 40 % de cette électricité est déjà décarbonée grâce aux renouvelables et au nucléaire. Plusieurs dizaines de pays sont déjà parvenus à sortir leur électricité de la production fossile sans que cela ne provoque une baisse drastique de leurs émissions. Si l'électricité issue des renouvelables continue d'alimenter le même monde reposant sur le carbone, l'effet sur le réchauffement ne sera que ralenti. D'autre part, décarboner la production électrique n'est que la première étape, la plus « aisée », de la transition : « Sans même parler de l'aviation ou du transport maritime, la production de matériaux clés, comme l'acier, le ciment, et dans une moindre mesure le plastique et les engrais dont dépendent les infrastructures, les machines, la logistique et l'agriculture contemporaines, reste très difficile à décarboner. » Et pris dans leur ensemble, la production de ces matériaux représente plus du quart des émissions mondiales et suffit à elle seule à rendre hors de portée l'objectif de l'accord de Paris.

Idéologie du capital

La transition énergétique minimise radicalement les transformations qu'il faut accomplir pour tenir nos objectifs climatiques. Elle fait croire qu'un monde à peu près semblable au nôtre, mais sans carbone, est à portée de main, et cela en trois ou quatre décennies seulement. Comme le dit Fressoz : « La crise climatique commanderait de poursuivre l'histoire du capitalisme et de l'innovation, de l'accélérer même, pour hâter l'avènement d'une société libérée du carbone. Grâce à la transition, le changement climatique appelle un changement de technologie, non de civilisation. [...] Grâce à la transition, on parle de trajectoires à 2100, de voitures électriques et d'avions à hydrogène plutôt que de niveau de consommation matérielle et de répartition. Des solutions dans le futur empêchent de faire des choses simples maintenant. »

En effet, alors que les causes et les conséquences du réchauffement sont précisément analysées et connues depuis plus d'un demi-siècle, le terme de sufficiency (euphémisme du terme déjà euphémisant de sobriété) était mentionné pour la première fois dans le rapport du GIEC de 2022. Parmi les 3000 scénarios expertisés par le groupe III, pas un seul n'envisage, même à titre d'hypothèse, une quelconque diminution de la croissance. La transition se révèle l'arme redoutable de la procrastination. Tout faire pour que rien ne change en quelque sorte. Et sans grand étonnement, les prévisions de l'Agence pour l'Énergie Internationale ne prévoient guère qu'une légère baisse des émissions liées au charbon à l'horizon 2050 (4). La part des fossiles dépassera encore les 60 % du mix énergétique mondial à cette date, résultat pour le moins éloigné des « engagements » de neutralité carbone pris par la plupart des gouvernements actuels.

Jamais nos sociétés n'ont été aussi dépendantes des fossiles et tous les secteurs de notre vie quotidienne sont concernés : alimentation, logement, déplacement... Les obstacles sur le chemin de la décarbonation sont titanesques. Dans son ouvrage, Fressoz ne nous livre pas de solutions clé-en-main pour en sortir, il nous apporte une compréhension nouvelle des dynamiques énergétiques et matérielles, base nécessaire pour construire un jour une politique climatique un tant soit peu rigoureuse. Pour l'auteur, sortir du capitalisme sera plus aisé que de sortir des fossiles. Et si cette première condition est nécessaire pour atteindre la seconde, autant nous hâter de la réaliser au plus vite afin de limiter, à minima, le fardeau à venir. [Fred]

Notes

1. + 1,1 % par rapport à 2023, selon le rapport publié le 1er mars 2024 par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), soit 37,4 milliards de tonnes.
2. Édition Seuil Écocene, janvier 2024.
3. Les données chiffrées citées dans cet article sont, sauf mention contraire, tirées de l'ouvrage.
4. Rapport World Energy Outlook 2022, scénario Steps, établi selon la trajectoire qu'impliquent les politiques publiques actuelles. Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

Le numérique ou l'effondrement du monde

Le phénomène technologique est indissociable de la logique de profit. Notre modèle économique ne peut survivre et croître que s'il étend la sphère marchande. Il faut donc inventer de nouvelles marchandises. C'est ce que permet le numérique. Avec le smartphone, on renonce définitivement à être maître de notre existence. On sous-traite notre vie, on la délègue à de grandes organisations bureaucratiques et marchandes. Ce système nous donne l'illusion de gagner du temps. Il nous propose des choses à faire plutôt qu'à faire nous-mêmes. Mais cela accroît notre dépendance envers un système marchand et hyper-industrialisé. (Matthieu Amiech) (1)

Société de surveillance

Un peu d'histoire : l'enregistrement de données a été une préoccupation permanente du Monde moderne, avec les registres d'État civil de la police, de l'armée, des impôts, et toujours la double préoccupation de surveillance et d'assistance.



Vichy marque un moment important avec le NIR, numéro d'inscription au répertoire, qui deviendra plus tard le n° de sécurité sociale que nous avons tous. (2)

En 1974, le projet SAFARI (3), loi sur le regroupement de fichiers soulève un tollé. Pour assurer la protection des libertés, le gouvernement de Jacques Chirac publie la loi « Informatique et Libertés » le 6 janvier 1978 qui donne naissance à la CNIL, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

On peut considérer qu'à partir de 1980 l'informatique devient synonyme de modernité et d'ouverture, la bataille est gagnée. Et rapidement le numérique touchera tous les secteurs d'activité, sans exception : santé, social, éducation, médias, transports, BTP, administrations publiques, agriculture et bien sûr la police et l'armée.

Le numérique est un domaine emblématique du développement technologique qui fera un bond dans les années 80 avec la libéralisation du commerce. Méga-machine du capital, c'est ce qu'affirment les géants du numérique.

Au sein des forces militaires, son développement a permis un développement suffisamment significatif pour se demander s'il ne s'agit pas d'une « révolution dans les affaires militaires ». (La dernière révolution militaire remontant à l'arrivée de l'artillerie de campagne de la fin du XVIIIe siècle et qui a décuplé les capacités de destruction) : domination informationnelle, systèmes de sécurité... qui ont été ensuite utilisés pour la surveillance des populations en général (4). Le budget militaire est en augmentation depuis 2017 et le prochain budget prévoit 59 milliards d'euros par an dont 4 milliards d'euros pour la cybersécurité.

La société de surveillance s'est développée au fur et à mesure des avancées technologiques avec un arsenal juridique régulièrement renforcé :

> en juillet et novembre 2015, les lois relatives au renseignement et à la surveillance internationale ont refondé, et considérablement **élargi les pouvoirs de surveillance** des services administratifs français ,

> en 2018 un décret a autorisé le gouvernement à créer un fichier regroupant les données biométriques (empreintes, photo du visage...) de l'ensemble de détenteurs de cartes nationales d'identité et de passeports français,

> en 2020, la loi de sécurité globale a été promulguée, introduisant , caméras-piétons, caméras,

Les moyens d'enquête désormais systématiquement utilisés sont très bien documentés dans le retour sur l'Affaire Lafarge des Soulèvements de la terre (5) : cela se fait soit à partir des données récoltées sur place (empreintes, vidéosurveillance, reconnaissance faciale) ou liées à la téléphonie (fadettes, événements réseaux, géolocalisation, IMSI catchers (6), écoutes, logiciels espions).

Abordons maintenant quelques uns parmi les multiples désastres dus au numérique .

Désastres sociaux

Commençons par les désastres sociaux dus aux politiques néolibérales dès les années 1980 : démantèlement de l'État social et prise de pouvoir des actionnaires dans les entreprises, etc. Quelle infrastructure permet de tels pouvoirs ? C'est la mise en réseau des places boursières informatisées, un marché planétaire de capitaux, ouvert 24 h sur 24.

D. Plihon, dans son livre « Le nouveau capitalisme », paru en 2016, explique très bien cette explosion vertigineuse des transactions dès la fin des années 1970 :

« Les sommes échangées sur le seul marché des changes étaient 2 fois supérieures au commerce international en 1973, elles sont 10 fois plus importantes en 1980, 50 fois au début des années 1990 et en 2015, 100 fois. Il s'échange chaque jour 4 000 milliards de \$, le double du PIB de la France : une déconnexion réelle, la déconnexion entre finance et économie est une consé-

quence directe de la puissance de calcul et de transmission des ordinateurs, des réseaux et des logiciels dont sont équipés les 'marchés' ». (7)

En conséquence de cette mondialisation capitaliste hyper-informatisée, un cortège de régressions sociales s'ensuivent : l'« entreprise en ré-

seau » pour baisser les coûts de production, délocalisations... ont fait exploser chômage et précarité, chez nous, puis ailleurs.

Actuellement, un groupe industriel peut avoir ses différents services dispersés aux quatre coins du monde, dont ceux qui nécessitent du personnel dans les pays où la main d'œuvre coûte le moins cher, tout cela grâce au numérique. Un effet grandement bénéfique pour les élites économiques : il y a ainsi moins de risque que les travailleurs s'organisent et s'opposent à de telles conditions de travail.

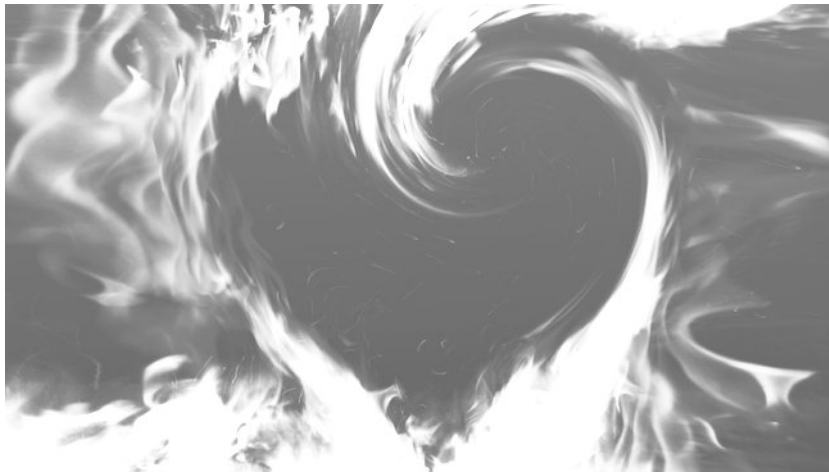
Un petit mot sur les GAFAM, ces géants du numérique qui sont devenus en peu de temps les plus grandes capitalisations boursières mondiales. En 2020, ils pesaient 1/4 de l'ensemble des valeurs composant l'indice boursier américain, à noter que ce même indice est en chute libre cette année 2023 (8).

Google représente 90 % des requêtes sur internet, Apple cumule 32 % du chiffre d'affaires sur les smartphones. Mais, dès les premières difficultés, ces géants qui assuraient qu'ils avaient réinventé le monde du travail, retrouvent les réflexes et les usages des grands groupes industriels : ils licencient en masse pour faire remonter les cours en bourse (9).

Accès aux droits – Où en sommes-nous actuellement ? (10)

En France, treize millions de personnes sont éloignées du numérique : des personnes âgées, des jeunes de moins de 25 ans, les majeurs protégés, les personnes détenues, étrangères ou en situation de précarité sociale et un usager sur trois renonce à effectuer une démarche en ligne.

De plus, c'est une double exclusion pour les habitantes des zones dites blanches car ils sont contraints



de prendre la voiture pour trouver une connexion et génère une grande perte de temps.

Pour les allocataires du RSA, c'est loin d'être clair... le RSA serait versé automatiquement grâce au partage de données entre administrations, mais avec la mise à jour trimestrielle des dossiers, qui oblige les allocataires à indiquer si leur situation a changé, personne ne sait quelle sera la procédure établie.

Face à cette situation, nous n'avons que :

- des déclarations du cabinet du ministère de la Transformation et de la fonction publiques « l'utilisateur doit pouvoir choisir ses modalités d'accès : guichet, numérique, téléphone, courrier ».

- des annonces (26 octobre dans l'Aveyron) du ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, de « rendre les démarches accessibles » grâce à des conseillers France services : chaque Français est aujourd'hui assuré de trouver un service public à vingt minutes de chez lui pour résoudre un problème avec les ministères de l'Intérieur et de la Justice, le service des impôts (DGFiP), Pôle Emploi, la Caisse d'allocations familiales (CAF), l'Assurance maladie (CNAM), l'Assurance vieillesse (CNAV), la Mutualité sociale agricole (MSA) et La Poste.

Il y aurait, en 2023, 4000 conseillers dans 2900 structures avec un budget de 72 millions € à la disposition des usagers.

Mais le bilan de France services n'est pas connu à ce jour.

Désastres écologiques

Toute la chaîne des technologies, depuis la fabrication des objets jusqu'à leur recyclage (ou non) impacte gravement l'environnement. L'extraction des métaux nécessaires se fait principalement dans trois pays : Australie, Mexique, Canada. Il y a également des projets miniers en France, dans l'Allier et en Bretagne. L'argument officiel est de retrouver la souveraineté énergétique : faux argument car pour réaliser « leur » transition, il faudra toujours importer plus de métaux (11).

Cet extractivisme, pratiqué dans des mines à ciel ouvert, est source de désastres importants : destruction des écosystèmes et de la biodiversité, pollution des eaux et des terres, quantités d'eau nécessaires très importantes, violation des droits humains fondamentaux (viols, prostitution, travail des enfants), expulsion des communautés de leurs lieux de vie.

Les producteurs de puces électroniques s'accaparent la ressource d'eau pure (21 500m³ par jour) pour laver leurs plaquettes de silicium (12), les procédés de raffinage des métaux utilisent des produits chimiques fortement toxiques.

La fabrication des objets (smartphones, écrans) est la plus impactante : au niveau national, l'ADEME estime qu'elle génère 79 % de l'empreinte carbone du numérique (13). Or, la dégénérescence des objets est organi-

sée par le constructeur dans le but que le client renouvelle ses équipements après une certaine période d'utilisation, 88 % des français changent leur téléphone alors qu'il fonctionne encore.

Autre problème important, les déchets : moins de 25 % de la masse d'un smartphone ou d'un ordinateur ultra-plat sont recyclables, et environ 5 % sont effectivement recyclés lorsque l'objet est orienté dans la bonne filière - ce qui est rarement le cas puisque entre 30 et 60 % de nos déchets électroniques sont exportés illégalement vers l'étranger, principalement le Ghana, la Chine, l'Inde et le Niger, pays où il n'y a pas de recyclage.

Quant à la consommation d'énergie, le bilan n'est pas meilleur : le numérique consomme 10 % de l'énergie mondiale, avec une demande énergétique qui croît de 9 % par an. Il y a explosion de la demande en énergie avec l'utilisation de la bande passante : Netflix, Apple, Disney +, Youtube utilisent 37 % de la bande passante mondiale.

D'autres projets pour encore plus de numérique ...

> Projet de loi Réserve citoyenne du numérique, un pas de plus vers une société de surveillance généralisée (14) : le signalement de contenus en ligne illicites ou contribuant à l'« apaisement de l'espace numérique ». est confié à des associations dont on ne sait rien. Est-ce cela réguler les réseaux sociaux ?

> Surveillance biométrique « expérimentée » aux JO, projet de loi adopté le 12 avril 2023.

> Selon l'ONU, le nombre de satellites (vautés comme des outils pour réduire la fracture numérique) en orbite pourraient passer de 9 000 à 100 000 d'ici 2030. Cette importante croissance du numérique soulève des préoccupations quant à leur impact environnemental, à la fois sur Terre et dans l'espace. (15)

Que peut-on faire face à ces désastres ?

Des aménagements seraient possibles, mais qu'ils soient institutionnels, législatifs, médiatiques ou d'éducation populaire, les marges laissées par le système sont illusoire.

Réinventons une autonomie locale qui pourrait désamorcer l'engrenage numérique. [Jacqueline]

Notes

1. <https://tinyurl.com/345ua9db>
2. La liberté dans le coma, Groupe Marcuse, Ed. La Lenteur
3. <https://variances.eu/?p=7259>
4. <https://tinyurl.com/2sywpd8s>
5. <https://tinyurl.com/2e86xd92>
6. <https://fr.wikipedia.org/wiki/IMSI-catcher>
7. L'ordinateur dans la lutte des classes-La liberté dans le coma p. 259
8. <https://tinyurl.com/2sk9nme>
9. <https://tinyurl.com/2sk9nme>
10. <https://tinyurl.com/253h8zw8>
11. Célia Izoard - La ruée minière au XXIème siècle - Le Seuil Ecocène - pp 109-126
12. <https://tinyurl.com/5ysv4jr3>
13. <https://tinyurl.com/4mrxu32r>
14. <https://tinyurl.com/4r4ukvpc>
15. <https://tinyurl.com/y68cu8md>

Terres vivantes en Cévennes et Eaux à gué invitent

ciné-débat

Méga bassines : histoire secrète d'un mensonge d'Etat (Reporterre-Off Investigation)

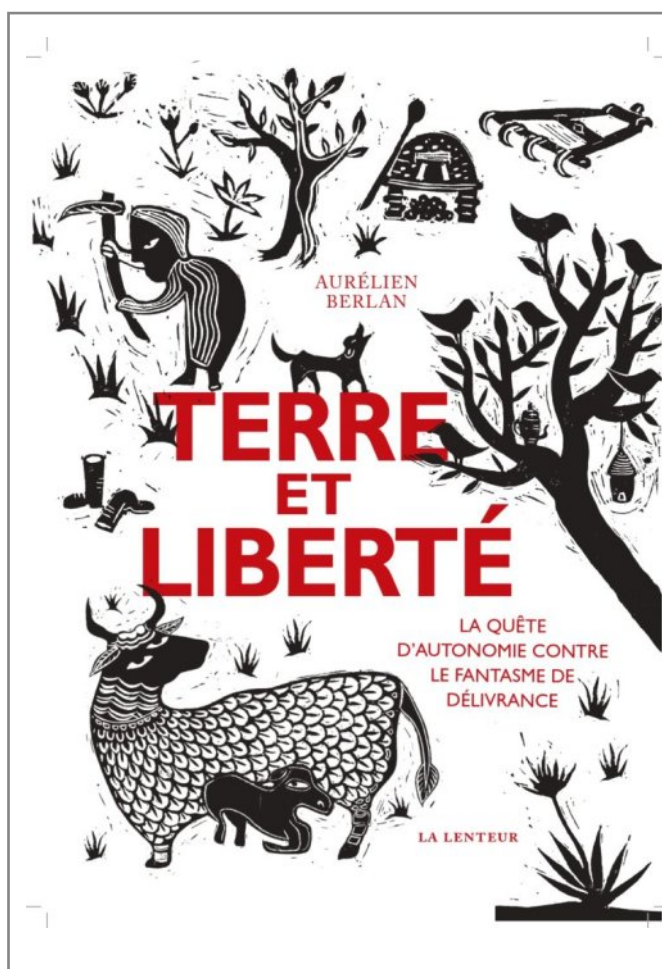
Débat en présence de la co-réalisatrice Clarisse Feletin, Off Investigation

Mercredi 3 avril 18h

Bourse du Travail - Alès

le collectif Eaux à Gué présentera les projets de bassines dans le Gard
(Barjac et Rochegude)

la soirée se terminera avec une restauration tirée du sac



Le réseau Terres Vivantes en Cévennes
organise une rencontre – discussion avec

Aurélien Berlan

autour de son ouvrage

Terre et liberté.

La quête d'autonomie contre le fantasme de
délivrance

dimanche 28 avril 16h

Anduze , parc des Cordeliers

Rencontre organisée dans le cadre des
Journées des Jardins et la nature.

Un génocide en direct

La guerre que mène l'État d'Israël en Palestine dure depuis près de six mois. Une guerre totale. Une guerre dont les conséquences sont incommensurables : Depuis le 8 octobre 2023, toute la Bande de Gaza, un territoire de 360 km², est bombardée par air et mer, et depuis le 27 octobre, une offensive terrestre est lancée avec chars, canons, snipers accompagnés de drones, d'hélicoptères et d'avions. Toute l'infrastructure est touchée, complètement détruite ou fortement endommagée. Ont été ciblés canalisations, réseaux électriques et d'eau potable, usines de dessalement, industrie, agriculture mais aussi boulangeries, hôpitaux, écoles, universités, mosquées, églises, etc. Tout le patrimoine historique a été enseveli. Les soins basiques ne peuvent être assurés car la plupart des hôpitaux sont détruits ou manquent de matériels élémentaires tels des anesthésiants. S'ajoute à cela que des dizaines de milliers de sinistrés y ont trouvé refuge.

Près de 40 000 Gazaouis sont morts ou disparus, plus de 70 000 sont blessés, très souvent à vie, amputés ou défigurés. Plus de deux millions sont réfugiés dans des tentes ou des ruines, déplacés parfois trois, quatre ou cinq fois. Les responsables israéliens ne veulent pas seulement anéantir la vie mais aussi effacer une mémoire. À l'heure où ce texte est écrit, l'offensive terrestre sur Rafah, dans le Sud de la Bande est imminente. S'y trouvent environ 1,5 million de réfugiés ayant fui les autres parties du territoire bombardées. Mais Rafah et sa région est pilonnée quotidiennement par une armée déchaînée qui ne recule devant rien, pas même devant les tentes où s'entassent des milliers de familles.

La déshumanisation est totale. Les Gazaouis n'ont plus de toit pour se protéger, ni de nourriture ni d'eau potable, plus d'eau pour se laver, et sont soumis aux pires violences. Violence des snipers et des bombes mais également violences lors des arrestation arbitraires : en plein hiver, les détenus, hommes, enfants et personnes âgées, sont dévêtus et parqués en caleçon dans la rue ou transportés dans des camions vers des lieux inconnus ou à « Sde Teman », un centre de détention dans la région de Beersheba, dans le sud d'Israël où ils sont torturés. Les femmes détenues sont fouillées par des hommes et subissent des violences sexuelles.

Guerre totale car s'ajoute aux bombes l'arme de la faim. À la frontière égyptienne Israël ne laisse entrer l'aide humanitaire qu'au compte-gouttes qu'il contrôle. Cette aide ne parvient pas au centre et au

nord de la Bande et les rares camions qui ont été autorisés par Israël à s'y rendre ont été bombardés. Le 29 février un convoi transportant de la nourriture et des fournitures a été attaqué tuant plus de 110 hommes dans la foule qui attendait les camions et en blessant plus de 750 autres souvent par des tirs ciblés dans les membres inférieurs.

La population gazaouie était déjà fortement fragilisée en raison de dix-sept années de siège imposé par Israël. À la politique ouvertement déclarée de restriction de l'apport calorique s'ajoutait des restrictions en électricité et en eau et les campagnes passées de bombardements qui ont jeté à la rue des milliers de familles. La guerre actuelle touche en conséquence une population déjà affaiblie. Selon la déclaration de sept experts de l'ONU, Israël « affame intentionnellement le peuple palestinien de Gaza depuis le 8 octobre » (1). Les premiers morts de malnutrition aiguë, de déshydratation et de maladies, en particulier d'enfants, ont



été annoncés. Le point de bascule peut être vite atteint et le nombre de mort va alors augmenter exponentiellement. Michael Fakhri, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation s'alarme : « Nous n'avons jamais vu une population civile souffrir de la faim aussi complètement et aussi rapidement. Jamais dans l'histoire moderne. Nous n'avons jamais vu des enfants plongés dans la malnutrition aussi rapidement. Jamais » (2).

Les organisations humanitaires et les médecins alertent le monde depuis cinq mois pour que l'aide humanitaire soit assurée et éviter la famine. Mais la logique destructrice dans laquelle s'est engouffré l'État d'Israël fait qu'il assume tout à fait ces morts. Pour toutefois contenter ses alliés occidentaux et arabes qui feignent de s'inquiéter du sort des Palestiniens, Israël gère avec ces derniers des transports de vivres. Le cynisme est tel que ce sont ceux-là même - notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne - qui fournissent des armes à Israël pour mener sa guerre qui organisent à grands frais les largages de nourriture par air et des transports maritimes. Pourtant il suffirait de faire entrer les camions qui par centaines attendent à la frontière de Rafah et de laisser les organisations spécialisées, en particulier l'UNWRA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens, chargée entre autres fonctions, des distributions de vivres.

25 ONG ont publié une déclaration dans laquelle elles s'inquiètent de la nouvelle installation d'un corridor maritime : « En outre, les envois depuis Chypre

vers les points de distribution autour de Gaza seront confrontés aux mêmes obstacles que rencontrent actuellement les convois d'aide en provenance de Rafah : une insécurité persistante, un taux élevé de refus d'accès par les forces israéliennes et des temps d'attente excessifs aux postes de contrôle israéliens. Par conséquent, sa création n'aura aucun effet réel sur la situation humanitaire catastrophique, à moins qu'elle n'aille de pair avec un cessez-le-feu immédiat et un plein accès sans entrave à toutes les zones de la bande de Gaza. Le manque de transparence quant à l'entité qui sera responsable de l'infrastructure et de la sécurité de l'acheminement de l'aide à terre suscite également des inquiétudes : les États doivent veiller à ce que le corridor maritime ne légitime pas une occupation militaire terrestre israélienne prolongée de la bande de Gaza instrumentalisant l'acheminement de l'aide » (3).

Au regard du droit international, Israël est la puissance occupante et à ce titre doit assurer « la protection des populations soumises à cette occupation ». Mais le non-respect du droit dépasse celui de l'aide humanitaire comme l'explique Michael Fakhri : « Il ne s'agit pas seulement de refuser l'aide humanitaire, il ne s'agit pas seulement de tirer sur les civils qui tentent d'obtenir de l'aide humanitaire. Il ne s'agit pas seulement de bombarder des convois de camions humanitaires, même si ces camions humanitaires sont coordonnés avec eux. Ils détruisent le système alimentaire... ils ont détruit plus de 80 % des flottes de pêche et des filets des petits pêcheurs de Gaza. Ils détruisent les terres agricoles, les champs, les serres, les vergers. Ils utilisent du phosphore blanc, qui empoisonne la terre. Il est donc pratiquement impossible de cultiver ces terres dans un avenir proche » (4).

Cette politique d'éradication des Palestiniens ne fait pas halte face à la Cisjordanie. Des milliers de Palestiniens ont été arrêtés et sont détenus arbitrairement et plusieurs centaines ont été exécutés sommairement

parmi lesquels des enfants. Les villages et les camps de réfugiés sont régulièrement attaqués par les militaires, et les colons armés par l'État organisent de véritables pogroms, chassent des habitants de leurs terres et installent de nouvelles colonies sous l'œil bienveillant d'un régime dominé idéologiquement par des fascistes.

Israël s'est engagé dans une guerre totale contre le peuple palestinien avec la complicité d'un certain nombre d'États dont la France. Il faut rappeler que la Cour internationale de Justice saisie par l'Afrique du Sud a appelé Israël, vendredi 26 janvier, à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission, à l'encontre des Palestiniens de Gaza, de tout acte de génocide et à permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire. De la décision de la Cour découle également l'obligation à tout État partie de la Convention sur le génocide de prévenir le génocide et de veiller à ce qu'il ne soit pas commis par des forces armées. Cela signifie que les ventes

d'armes et autres formes d'assistance à Israël telles que la France les fournis relèvent d'une complicité de génocide.

Aujourd'hui les médias et les politiques « positivent » en n'évoquant les victimes du génocide que dans le cadre de l'aide humanitaire qu'ils organisent. Un chèque en blanc pour Israël qui planifie son invasion dans le Sud de la Bande de Gaza où sont réfugiés près de 1,5 millions de Gazaouis.

Il faut impérativement qu'un cessez le feu soit imposé et contraindre les autorités israéliennes à mettre fin à leur blocus criminel afin que la population de Gaza puisse enfin être protégée. Les manifestations en France ne sont pas à la hauteur de la tragédie qui se joue devant nous. La campagne de boycott des produits israéliens et des entreprises françaises complices du génocide s'élargit mondialement. À nous de l'amplifier ici. [Tissa]

Notes

1. <https://tinyurl.com/4km6upbp>
2. <https://tinyurl.com/42b7wjxf>
3. <https://tinyurl.com/2wrk6pxt>
4. <https://tinyurl.com/42b7wjxf>

Association France Palestine Solidarité
Alès-Cévennes

CONFÉRENCE - DÉBAT

Pierre Stambul
Porte parole de l'Union juive française pour la Paix

**Gaza, génocide et complicité.
En quoi cette guerre nous concerne.**

Jeudi 25 avril à 18h30

Bourse du travail d'Alès
Place G. Dupuy

Contact :
AFPS Alès-Cévennes 06 69 46 04 78
contact@afpscevennes.org